

FO

INFORMATIONS SYNDICALES

UN MILLIER DE MANIFESTANTS À METZ LE 1ER MAI POUR LA RECONQUÊTE DES DROITS SOCIAUX ET DES LIBERTÉS !

Les militants ont répondu présents à l'appel des organisations syndicales FO, CGT, Solidaires, FSU, CNT de Moselle pour la traditionnelle manifestation qui s'est déroulée à Metz pour la journée de mobilisation et de revendications du 1er mai. L'occasion de rappeler que l'action syndicale reste d'actualité et que les travailleurs restent déterminés à ne pas accepter les politiques de régression sociale du gouvernement. L'Union départementale FO de la Moselle remercie les camarades de FO qui se sont mobilisés, et a réaffirmé dans sa prise de parole à l'issue de la manifestation que Force Ouvrière entendait tenir toute sa place, aux côtés des travailleurs, dans la reconquête des droits sociaux et des libertés.

Prise de parole de FO Moselle



Cher(e)s camarades,

Merci à tous de votre présence aujourd'hui dans cette situation difficile qui ne nous fait pas renoncer à l'action syndicale, à l'action militante. Nous faisons la démonstration par notre présence que les revendications ne sont pas muselées, que l'action syndicale n'est pas confinée.

Le 1er mai est par tradition une journée de mobilisation, de solidarité et de revendications. Depuis 1886, l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs, les droits collectifs et individuels, les droits sociaux, les droits syndicaux se sont trouvés, toujours, au centre des combats du mouvement ouvrier ; combats qui tout au long de l'histoire ont souvent été réprimés, et parfois dans le sang.

Aujourd'hui le 1er mai demeure un symbole de l'engagement syndical : celui de la solidarité ouvrière, du refus de l'exploitation, de l'aspiration à l'émancipation, de l'action collective et donc de la lutte de classes. Il est donc

important de faire vivre ce symbole et de rappeler nos revendications.

Ce 1er mai 2021 se situe dans un contexte particulier parce que depuis plus d'un an maintenant l'ensemble de la population, l'ensemble des travailleurs subissent les conséquences de la crise sanitaire.

Nous subissons les conséquences de la gestion calamiteuse du gouvernement : les masques, les tests, la vaccination, les confinements, les déconfinements et les conséquences qui en découlent. Et dans le même temps, alors que les services de réanimation sont au bord de la saturation, voire totalement saturés, le gouvernement n'a rien fait pour créer des lits d'hospitalisation de manière pérenne, pour créer les postes pourtant indispensables au fonctionnement de l'hôpital, pour assurer la sécurité des soins, des patients et des personnels qui sont actuellement en danger.

Aujourd'hui, même si on nous explique que le monde d'après ne sera plus pareil, c'est toujours la même logique économique, la même logique budgétaire, qui règnent en maître : et les annonces de suppressions de postes, de lits et d'hôpitaux se poursuivent comme s'il ne s'était rien passé, comme s'il n'y avait pas eu plus de 100 000 morts en un an. Quelle irresponsabilité !

Mes camarades, les travailleurs subissent encore les conséquences de l'état d'urgence permanent, qui dure et qui met en cause les libertés individuelles et collectives : bien sûr par les restrictions des déplacements, mais surtout par la dérive autoritaire du gouvernement qui se traduit par le fichage de la population, et aussi par la loi sur la « sécurité globale ».

Certes l'article 24 de la loi ne fait plus référence à la loi sur la liberté de la presse, mais il crée un nouveau délit de « provocation à l'identification des policiers ». Dans les faits, ce nouveau délit signifie que chaque citoyen qui



filmera une intervention des forces de l'ordre dans une manifestation, ou ailleurs, pourrait être considéré comme un délinquant potentiel, un provocateur qui pourrait faire l'objet d'une interpellation immédiate.

Mes cher(e)s camarades, quelle est cette société vers laquelle on nous conduit, dans laquelle on nous fait vivre ? Aucun syndicaliste, aucun humaniste ne peut céder le moindre terrain sur le plan des droits démocratiques et syndicaux. C'est pourquoi nous devons continuer à combattre cette politique, cette dérive du gouvernement, par tous les moyens.

Dans le même temps que les libertés sont mises à mal, le gouvernement continue à matraquer les droits sociaux, et poursuit sa politique de régression sociale et de liquidation de nos droits.



Alors que des centaines de milliards d'euros d'aides sociales et fiscales ont été accordées aux entreprises sans engagements ni contreparties, alors que le niveau du CAC 40 atteint des sommets, alors que les suppressions d'emplois et le chômage progressent de manière importante, le gouvernement se dispose à revenir aux politiques de rigueur et d'austérité contre les services publics, contre la protection sociale, contre les travailleurs qui paieraient la note du « quoi qu'il en coûte ».

La réforme de l'assurance chômage en est l'illustration parfaite. Déjà la Commission européenne exige des États des réformes structurelles, en compensation du plan de

relance européen. Et une de ces exigences pour la France, c'est la réforme de l'assurance chômage. Et comme Macron, en fidèle absolu du capital et de l'Union européenne, considère qu'il suffit de traverser la rue pour trouver du travail, il décide d'imposer la réduction drastique des droits des chômeurs. Personne ne peut accepter cela !

Puisque le gouvernement va nous faire payer la note des déficits, les attaques se porteront inévitablement sur l'ensemble de la protection sociale et en particulier sur les retraites avec le retour prévisible de la retraite universelle par points.

Et puis, cette crise sanitaire et sa gestion hasardeuse aura inévitablement des conséquences dramatiques en termes d'emplois : déjà des centaines de milliers d'emplois ont disparu en 1 an, et une épée de Damoclès pend au-dessus de la tête de dizaines voire centaines de milliers de travailleurs dans l'industrie mais aussi dans les secteurs jugés non essentiels. Dans le même temps, tous les salariés dits, avec un peu de mépris, de la 2e ligne n'ont eu droit à aucune reconnaissance, et ils risquent bien de n'en avoir aucune. Il faut dénoncer encore le sort fait à la jeunesse, à nos gamins, qui glissent vers la pauvreté et la précarité.

Ce 1er mai 2021 se tient aussi à un moment spécial, puisque nous commémorons les 150 ans de la Commune de Paris, cet événement le plus héroïque des luttes du mouvement ouvrier.

Pour les syndicalistes que nous sommes, parmi les grandes dates du mouvement ouvrier, la Commune de Paris tient une place particulière. C'est effectivement la première tentative de prise en main de leur destin par les ouvriers.

Les décisions d'ordre économique et social qui ont été prises préfiguraient, déjà, la législation de protection du travail, la Sécurité sociale, le système de garantie chômage et le salaire minimum légal.

150 ans après, les acquis de la Commune, comme ceux du Conseil national de la résistance d'ailleurs, continuent à être attaqués. Le capital et ses zélés serviteurs poursuivent leur offensive pour réduire à néant les acquis de la classe ouvrière.

Comparaison n'est pas raison, mais les travailleurs et leurs organisations ont un rôle majeur à jouer pour défendre et reconquérir notre modèle social et nos libertés. Et Force Ouvrière entend bien y prendre toute sa place.

Vive le syndicalisme de lutte de classes,

Et en avant pour les revendications !

